



L'UFAP UNSa Justice et la CGT Pénitentiaire reçues par le cabinet du Garde des Sceaux Acte 3

Le 1^{er} juin 2026,

L'UFAP UNSa Justice et la **CGT Pénitentiaire** ont de nouveau été reçues à Vendôme, dans la continuité directe du mouvement du 27 avril 2026.

Lors de cette rencontre, nos organisations ont longuement échangé sur les **124 postes supplémentaires** qui seront fléchés vers certains établissements, afin de redonner un minimum d'oxygène à des collectifs de travail qui ramassent quotidiennement, dans des conditions devenues insupportables.

Au regard des contraintes techniques liées aux calendriers des mobilités, ces apports de personnels ne se feront malheureusement pas dans le cadre d'une mobilité fermée, comme nous le réclamions. Pour autant, **124 stagiaires, issues de la 224eme promotion, viendront combler la vacance d'emplois** sur certains établissements dont des postes seraient laissés vacants à l'issue de la mobilité en cours.

C'est une **première victoire**, directement arrachée par le mouvement du 27 avril. Le même procédé devrait d'ailleurs être reconduit en janvier prochain, avec le comblement de plusieurs centaines de postes laissés vacants.

Ces premières opérations « d'amortissage » ne sauraient toutefois suffire. Elles doivent impérativement ouvrir la voie à un **véritable plan de résorption des emplois vacants dans le cadre d'un triennal budgété**, porté par le garde des Sceaux auprès de Bercy, afin de combler massivement la vacance d'emplois qui gangrène nos établissements et nos services.

Le mouvement du 27 avril 2026 aura donc permis d'alerter au plus haut niveau et d'obtenir l'anticipation de cette mesure avec un an d'avance. Preuve, s'il en fallait encore une, que **la mobilisation paie lorsque les personnels décident de ne plus subir en silence**.

Par ailleurs, le cabinet nous confirme que le projet des **équipes mobiles et de la réorganisation de la journée de détention** est pris très au sérieux et que les premières discussions doivent démarrer prochainement. Pour nos organisations, ce dossier est central : il doit permettre de rompre avec l'isolement du surveillant en détention et renforcer concrètement la sécurité des personnels.

S'agissant de l'augmentation de la prime de surpopulation, d'une prime pour les encadrants, ainsi que de l'apurement du stock d'heures supplémentaires, ces mesures restent sur la table, en attente d'arbitrages budgétaires. Nos organisations ne lâcheront rien car les personnels ont assez attendu !

Nous avons également obtenu la garantie d'une circulaire DACG visant à proposer toute mesure susceptible de faire baisser la surpopulation carcérale. Cette circulaire, rédigée le 27 mai 2026, précise notamment que la notion de **matelas au sol** doit désormais être prise en compte dans le cadre des remises de peine.

Ainsi, les personnes détenues adoptant un bon comportement en détention et hébergées dans des cellules comportant des matelas au sol pourraient bénéficier de remises de peine, afin de contribuer à faire baisser la pression dans des détentions aujourd'hui au bord de l'implosion.

Soyons clairs, l'**UFAP UNSa Justice** et la **CGT Pénitentiaire** ne passeront jamais leur temps à courir après les photos avec le Ministre ou les dorures de Vendôme. Notre place est aux côtés des personnels, dans les établissements, devant les portes, là où la colère s'exprime et là où les agents subissent chaque jour la violence institutionnelle, la surpopulation, le manque d'effectifs et les bricolages permanents de l'administration.

Le combat engagé le 27 avril 2026 ne sera ni confisqué, ni étouffé, ni récupéré par quelques adeptes d'une cogestion syndicale aussi nauséabonde qu'écœurante.

Ni le Ministre, ni le DGAP, ni les petits arrangements de salon ne feront plier l'élan de contestation né sur le terrain. En fonction des réponses définitives qui nous seront apportées, nos organisations prendront de nouveau leurs responsabilités.

Les personnels pénitentiaires méritent autre chose que des poignées de main et des photos tous les quatre matins avec « les huiles ».

Face à la violence institutionnelle vécue par tous, la contestation devant nos établissements demeure, plus que jamais, le seul langage que l'administration semble encore comprendre.

Et ça tombe bien, car l'UFAP UNSa Justice et la CGT Pénitentiaire n'ont et n'auront jamais la main qui tremble !

La balle est dans le camp de Vendôme et de la DGAP.

Les Secrétaires Généraux **UFAP UNSa Justice** et la **CGT Pénitentiaire**
Alexandre CABY et Samuel GAUTHIER